



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Novembre 2021

## Zoom sur le rapport de la BEAC sur les transactions de monnaie électronique dans la zone CEMAC en 2020

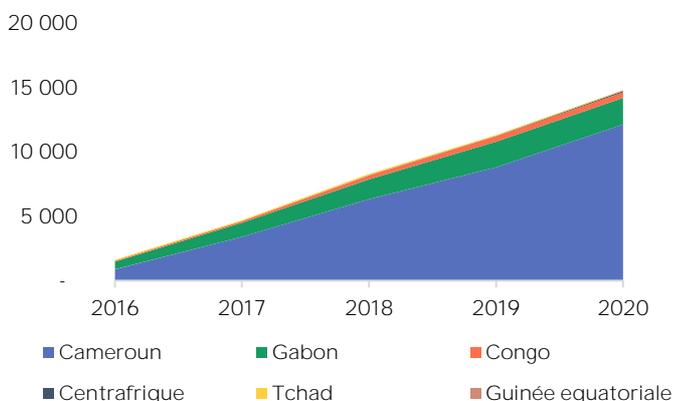
Selon le récent [rapport sur les services de paiement par monnaie électronique](#) dans la CEMAC publié par la BEAC, les transactions de monnaie électronique ont progressé à l'échelle régionale et sur les plans nationaux. En valeur, les transactions de monnaie électroniques se sont chiffrées à 14 882 Mds FCFA en 2020 en hausse de 33,3 % par rapport à 2019. Ce qui correspond à 29,1 % du PIB de la CEMAC. Cette hausse s'explique notamment par l'effectivité de l'interopérabilité intégrale des cartes et du mobile money dans la CEMAC offerte grâce au réseau GIMACPAY du GIMAC et la possibilité de recevoir des fonds en provenance de l'étranger.

LE CHIFFRE À RETENIR

**14 882 Mds FCFA**

de transactions de monnaie électronique en zone CEMAC en 2020

Transactions de monnaie électronique dans la CEMAC (en Mds FCFA)



Au niveau national, une évolution à la hausse des transactions de monnaie électronique est observée dans l'ensemble des Etats sur la période comprise entre 2016 et 2020, à l'exception du Tchad qui a connu une baisse de 19,2 % de la valeur des transactions. On relève cependant une disparité dans les pays de la zone. Le Cameroun, le Gabon et le Congo sont les pionniers dans la zone avec 99,1 % du volume des transactions de la CEMAC en 2020. Avec 19,5 M de comptes ouverts, le Cameroun domine l'essentiel de l'activité de la zone (82 %). Le Gabon (14 %) avec un marché du mobile money dynamique et en pleine expansion. Le Congo (3 %) subit selon le rapport l'effet de la

concurrence des opérateurs installés sur l'autre rive du fleuve. En RCA, l'activité a fortement évolué en 2020, bien que le pays ne cumule que 108,7 Mds FCFA de transactions en 2020 (+240%). En Guinée Equatoriale, l'activité reste encore peu répandue ; 33 395 transactions sont enregistrées pour une

valeur de 2,1 Mds FCFA en 2020 contre 1,3 Md FCFA en 2019. Le mobile money se développerait davantage avec une volonté forte de tous les Etats de la zone d'opter pour la numérisation des différents services de paiement. Le développement du mobile money pourrait également aboutir à l'offre de micro crédit par les établissements et prestataires de service de paiements, ce qui permettrait d'accroître davantage le niveau d'inclusion financière dans la sous-région.

## Régional

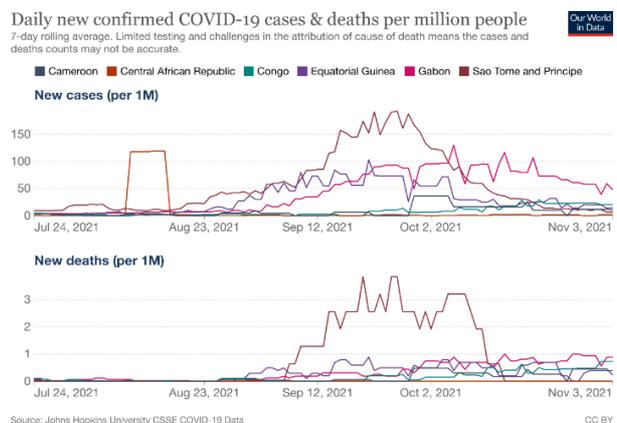
### La BEAC prévoit une amélioration de l'activité économique dans la zone CEMAC au 4ème trimestre

Le [dernier test prévisionnel de conjoncture](#) de la CEMAC, publié par la Banque des Etats d'Afrique Centrale, prévoit une amélioration de l'activité économique de la sous-région au 4ème trimestre 2021. Selon la Banque, cette amélioration s'expliquerait par « les célébrations de fin d'année, la bonne tenue du cours du pétrole, le regain de dynamisme de l'économie mondiale et l'anticipation d'un recul des restrictions sanitaires ». Cependant, de nombreux problèmes subsisteraient aussi bien au niveau des infrastructures que des retards de paiement ; l'incertitude liée aux crises sanitaire et sécuritaire est toujours présente. Selon les dernières prévisions de la BEAC, le taux de croissance économique pour la sous-région sur l'année 2021 est anticipé à 1,6 % et pourrait atteindre 3,3 % en 2022 grâce à une amélioration des performances du secteur non pétrolier.

### Covid-19 : Point sur l'évolution de la pandémie et la vaccination en Afrique centrale

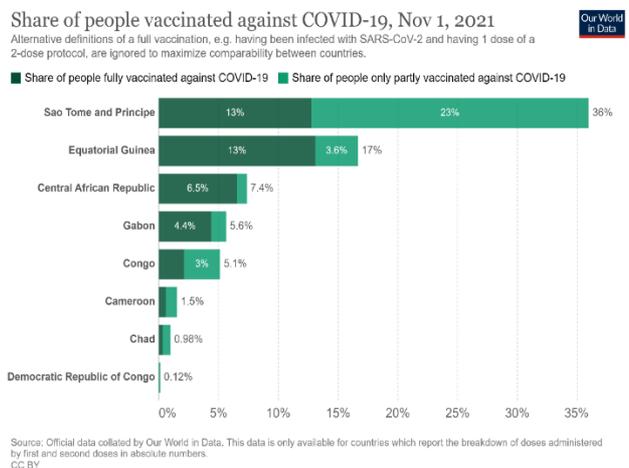
Selon les statistiques compilées et publiées par l'Université Johns Hopkins, qui fait référence en la matière, le nombre de cas et de décès ont augmenté depuis début septembre, mais de façon modérée (sauf à Sao Tome et principe) . Pour le Tchad et la RDC il n'y aurait pas de reprise épidémique, le nombre de cas et de décès étant quasiment nul suivant ces statistiques.

### Evolution des cas et décès depuis juillet 2021



Quant à la vaccination, elle demeure très faible dans la sous-région. Mis à part Sao Tome-et-Principe et la Guinée Equatoriale, les taux sont en dessous de la moyenne des pays africains. En effet, 6% de la population sur le continent a reçu au moins une première dose et 2,9 % deux doses.

### Taux de vaccination à début novembre 2021



Source : Our World In Data

## Cameroun

### Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD) : le Cameroun bénéficie de l'extension finale

Le Club de Paris a annoncé le 14 octobre sa **décision d'accorder** à la République camerounaise une **nouvelle extension** de la durée de suspension du service de la dette du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2021. En retour, les autorités camerounaises se sont engagées à « consacrer les **ressources libérées à l'atténuation de l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19** ». Cette extension au second semestre de l'année 2021, porterait à plus de 160 Mds FCFA, le montant total du service de la dette suspendu **pour l'année 2021**. Avec la reprise des remboursements en 2022, le ministère des Finances anticipe, dans le document de programmation économique et budgétaire à moyen terme 2022-2024, à 241,2 Mds FCFA les intérêts sur la dette que le pays devrait payer en 2022, en hausse de 27 % par rapport à 2021.

### Accord entre l'Etat et les banques pour la restructuration de la dette de la SONARA

Le ministre des finances et des représentants de neuf banques locales ont procédé le 15 octobre à la **signature d'une convention** définissant les conditions de remboursement de la dette de la Société Nationale de Raffinage (SONARA). **L'incendie qui s'était produit fin mai 2019 à la SONARA avait entraîné l'arrêt de l'activité de raffinage, générant une incapacité de l'entreprise à honorer ses engagements vis-à-vis des banques et de ses fournisseurs.** Les banques impliquées regroupent : UBA Cameroon, BGFI Bank, Afriland First Bank, Ecobank, Société Générale Cameroun, Standard Chartered Bank, CCA-Bank, Bicec et Commercial Bank of Cameroon. La dette restructurée porte sur un

montant de 261,4 Mds FCFA avec des remboursements étalés de 10 ans et un taux d'intérêt de 5,5 %. Les remboursements sont assurés grâce au compte spécial de « soutien à la raffinerie », ouvert à la BEAC, approvisionné par le prélèvement de 47,88 FCFA par litre de produits pétroliers consommé à la pompe. Il reste désormais la restructuration de la dette **envers les traders qui n'a pas été traitée** dans le cadre de cette convention, mais qui pourrait intervenir prochainement.

### Financement de 4,57 M EUR de la Deutsche Bank pour une étude de faisabilité d'accès à l'eau potable

Export Finance-Deutsche Bank et le ministère de l'Economie ont signé un accord de crédit pour le **financement d'études de faisabilité pour un projet d'adduction d'eau potable dans la région du Sud-Ouest et particulièrement dans les villes de Mutengene et de Buea Tiko.** Ces financements s'élèvent à 4,57 M€ (3 Mds FCFA), pour des investissements visent à réduire les inégalités d'accès à l'eau potable. En effet, selon l'Institut National de Statistique, l'accès à l'eau potable concerne 77 % des populations dans les zones urbaines contre seulement 45 % dans les zones rurales.

### Octroi par l'Union Européenne d'un financement de 2,5 Mds FCFA à la Mairie de Douala 1er

L'UE a annoncé le 26 octobre, l'octroi d'un **financement de 4 M € (2,5 Mds FCFA)** pour le projet « *UNESCO heritage for Sustainable City* » qui a pour objectif le développement intégré de la **Commune d'arrondissement de Douala 1<sup>er</sup>** en partenariat avec différentes villes européennes et africaines. Ce financement correspond à un accompagnement technique qui regroupe la **mise en place d'un agenda 21 local.** Adopté en 1996 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, **l'agenda 21 vise à une meilleure gouvernance des communes du monde.** Dans le cas de Douala 1<sup>er</sup>, les objectifs couvrent la lutte contre le logement

insalubre, et la promotion d'un patrimoine ancestral.

## L'ONU apporte une aide humanitaire de 5 M USD

Le Fond Central d'intervention d'urgence des Nations Unies a alloué 5 M USD au Cameroun pour l'aide humanitaire. Etalés sur 12 mois, ces financements couvrent 6 projets mis en œuvre par la FAO, l'UNICEF, l'OMS, le PAM, l'HCR et l'OIM en collaboration avec des Organisations Non-Gouvernementales et l'administration locale. Ces projets concernent la nutrition, l'eau et l'hygiène, l'alimentation, l'agriculture, la santé, la protection contre les violences sexistes, et seront réalisés principalement en faveur des populations touchées par la crise dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest.

## Inauguration de la Compagnie Fermière Camerounaise (CFC)

Le Premier ministre a procédé le 5 novembre 2021 à l'inauguration de la compagnie fermière camerounaise en présence de l'Ambassadeur de France au Cameroun. La CFC filiale du groupe SABC (groupe Castel) installée à Mbankomo aura pour activité la transformation de maïs en gritz pour l'industrie brassicole, la production de farine à base de maïs pour la consommation humaine et animale et la production d'œufs à couvrir et de poussins d'un jour. Avec une capacité annuelle installée de transformation de 40 000 t de maïs, l'unité agro industrielle évaluée à 25 Mds FCFA va produire 20 000 tonnes de gritz de maïs et va générer, grâce à l'expertise de la Société les Grands Moulins du Cameroun (SGMC), 3 600 tonnes de farine de maïs alimentaire et 11 400 tonnes d'aliments pour animaux. La provenderie intégrée permettra de produire 112 500 œufs à couvrir et 90 000 poussins d'un jour par semaine. Selon Emmanuel De Tailly, DG du groupe SABC, la CFC vient notamment pallier à une trop grande dépendance envers l'extérieur pour les productions et ressources stratégiques.

## Le Japon accorde un financement de 1 Md FCFA pour la lutte contre l'insécurité alimentaire

Le Japon a accordé au Cameroun un soutien financier de 200 M YEN (environ 1Md FCFA). Selon l'Ambassadeur du Japon au Cameroun, Tsutomu Osawa, ce projet, mis en œuvre en collaboration avec la représentation locale du Programme Alimentaire Mondial, vise à améliorer la situation alimentaire de personnes vulnérables dans le pays. Les fonds seraient ainsi destinés à l'achat de denrées alimentaires pour plus de 180 000 personnes à travers le pays. Le [rapport « Humanitarian Needs Overview 2021 »](#) du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies au Cameroun estime qu'environ 2,3 M de personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire chronique en août 2021 et les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Littoral et Adamaoua sont les plus touchées.

## Construction d'une ligne de production de ciment et de clinker à Figuil

Cimencam (Cimenteries du Cameroun), filiale du groupe Lafarge Holcim a procédé au lancement le 14 Octobre 2021 de la construction de sa nouvelle ligne de production du ciment et du clinker à Figuil dans le département du Mayo-Louti. La pose de la première pierre a été faite par Joseph Dion Ngute, Premier ministre. Cette nouvelle unité industrielle évaluée à 50 Mds FCFA permettra à Cimencam d'augmenter la capacité de production de son usine de figuil âgée de plus de 40 ans et de passer de 150 000 à 500 000 tonnes de ciment produites par an. L'unité permettra également la production de 1 000 tonnes de clinker par an. La production de clinker va permettre de réduire l'importation de cette matière première utilisée dans la production du ciment et va garantir l'exploitation des ressources naturelles disponibles au Cameroun. Cimencam entend ainsi répondre aux besoins des trois régions septentrionales du Cameroun mais également à

la demande des pays voisins à l'instar du Tchad et de la République Centrafricaine.

## 📍 République centrafricaine

### Réintégration de la RCA à l'ITIE

Le Conseil d'administration de l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) a décidé le 21 octobre 2021 de [lever la suspension](#) de la République centrafricaine en vigueur depuis 2013. La sanction avait été prononcée à la suite du coup d'Etat qui a plongé le pays dans une crise sociopolitique. Le ministre conseiller à la primature en charge de l'ITIE, Robert Moïdokana, qui a annoncé officiellement la décision le 26 octobre, a indiqué l'engagement du gouvernement à produire un rapport ITIE d'ici novembre 2022. Pour rappel, l'ITIE est un mécanisme volontaire qui vise à renforcer, dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, la bonne gouvernance des revenus publics issus de leur exploitation.

## 📍 Congo

### Le budget de l'État 2022 approuvé en Conseil des ministres

Le budget de l'État pour 2022 a été approuvé le 7 octobre en Conseil des ministres. Les recettes budgétaires sont évaluées à 1 935,2 Mds FCFA, en hausse de 15,7 % par rapport au budget rectificatif 2021, et les dépenses à 1 734,9 Mds FCFA, en hausse de 14%. L'excédent budgétaire de 200,3 Mds permettrait de réduire le déficit de trésorerie évalué à 607,9 Mds. L'inclusion du tirage de l'allocation de DTS au budget à hauteur de 119 Mds réduirait ce déficit de trésorerie pour ressortir néanmoins à 407,6 Mds. Les recettes pétrolières devraient selon la loi de finances augmenter de 13% en 2022 pour s'établir à 1 086 Mds, sur la base d'une production nationale de 110 M de barils de

pétrole en 2022, un prix moyen du baril de pétrole fixé à 64 USD et un taux de change de 535 FCFA pour 1 USD.

### La BDEAC octroie un prêt de 14 Mds FCFA à la société Startstone pour un projet immobilier et touristique à Brazzaville

Cet accord de financement de 14 Mds FCFA, signé le 27 octobre à Brazzaville entre le président de la BDEAC et le dirigeant de la société Startstone Congo, porte sur la construction d'un site immobilier et touristique sur une superficie d'environ 50 ha, sur les rives du fleuve Congo, le long de la corniche de Brazzaville en face de Kinshasa. À noter qu'un projet similaire aussi ambitieux avait été initié dans les années 2 000 de l'autre côté de la rive par le groupe Startstone. La LCB Bank (groupe BMCE) interviendrait dans le projet en qualité de co-financeur. Des centres commerciaux, des résidences et des espaces de loisirs feraient partie du projet baptisé Startstone Riverside. Ce financement porterait le volume des engagements de la BDEAC au Congo à 299 Mds FCFA.

### Financement par l'Union européenne d'un projet de numérisation de l'administration congolaise

L'Union européenne va financer, à hauteur de 15 M EUR, un projet de numérisation des services publics. Ce projet qui prévoit une assistance technique pour l'amélioration de la qualité du service devrait débuter dès 2022. D'autres partenaires financiers tels que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque mondiale seraient susceptibles d'apporter des financements complémentaires. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement de l'économie numérique qui repose sur trois piliers : l'e-citoyen, l'e-gouv et l'e-

business. Il fait suite à l'étude sur la modernisation de l'administration congolaise lancée en novembre dernier et financée par l'Union européenne à hauteur de 400 000 EUR.

## Création d'une Cellule nationale de la surveillance multilatérale et de suivi des réformes économiques et financières

Par Arrêté n° 21 655 du 6 octobre 2021, l'État congolais a créé une Cellule nationale de surveillance multilatérale et de suivi des réformes économiques et financières. Elle a pour mission la collecte et la mise en cohérence des données statistiques nationales, en rapport avec la surveillance multilatérale, ainsi que le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PREF CEMAC au Congo (programme des réformes économiques et financières). Placée sous la tutelle du ministre des Finances, cette Cellule doit contribuer au renforcement de la coordination et de la convergence des politiques économiques des États membres de la CEMAC. Elle sera présidée par le Conseiller économique du ministre en charge des Finances.

## Gabon

### Adoption du projet de loi de finances 2022

Le Conseil des Ministres du 15 octobre 2021 a adopté le projet de loi de finances pour 2022. Inscrit dans un contexte de reprise économique (base de croissance du PIB de 3%) et prenant en considération les mesures prescrites dans le programme FMI, il repose sur les hypothèses suivantes : production pétrolière en hausse de +7,8 %, à 11 Mt avec un prix de baril à 60 USD (55 USD en 2021), exportations de manganèse en hausse de 0,82 % en volume (9,2 Mt), augmentation de la production de bois débités (+5,2 %). Le budget adopté est équilibré en ressources et charges, à 2 936,6 Mds FCFA

(3 127,6 Mds dans la LFR de 2021). Les recettes, arrêtées à 1 924,6 Mds FCFA, sont en hausse de 18 % par rapport à la LFR 2021, tandis que les dépenses sont évaluées à 1 992,5 Mds FCFA (+1 %). L'augmentation des recettes budgétaires repose entièrement sur la hausse de la contribution fiscale des compagnies pétrolières et minières, grâce à la hausse des volumes produits, et surtout des prix. Les ressources de trésorerie et de financement sont ainsi évaluées à 920,2 Mds FCFA (en baisse de 35 %) en lien avec une prévision de réduction des ressources d'emprunt. Les dépenses d'investissement sont prévues en baisse de 7 %, à 326,4 Mds FCFA.

## Tchad

### Communiqué du FMI sur l'évolution de la restructuration de la dette du Tchad

Une mission du Fonds monétaire international, conduite par Vitaliy Kramarenko, Directeur adjoint du Département Afrique, s'est rendue au Tchad du 5 au 8 octobre 2021. Lors d'une réunion avec les partenaires techniques et financiers, la mission du Fonds a mis en avant la situation économique et financière difficile du Tchad, ainsi que l'urgence d'une avancée dans la restructuration de sa dette extérieure, notamment vis-à-vis de l'un de ses créanciers privé, dans les négociations du « Cadre commun ». Ceci afin de permettre un passage au Conseil d'Administration du programme (qui avait obtenu en début d'année un accord au niveau des services), et de permettre l'effet d'entraînement sur les aides budgétaires potentielles des autres bailleurs multilatéraux. Récemment, le FMI a fait état d'avancées sur ce sujet, avec un communiqué publié le 11 novembre, notant que « le Tchad a récemment reçu une communication du principal créancier du secteur privé qui signale qu'il s'engage à avoir des entretiens de bonne foi avec les autorités tchadiennes au sujet de la renégociation de dette sollicitée ».



## Accord au niveau des services sur la première revue de la FEC 2021-2023

Selon un [communiqué du Fonds](#) du 27 octobre, à l'issue des discussions virtuelles du 4 au 13 octobre, l'équipe du FMI et les autorités locales sont parvenues à un accord au niveau des services sur la première revue au titre de l'accord de [facilité élargie de crédit](#) conclu en juillet dernier pour trois ans, pour un montant total de 1,52 Md USD. Le Fonds note que « malgré la persistance de la pandémie de COVID-19, l'économie congolaise se redresse ; la croissance pour 2021-2022 a été révisée à la hausse à 5,4% et 6,2% respectivement, soutenue par une production minière plus élevée que prévu et un rebond de la croissance des secteurs non extractifs. [...] Les évolutions externes plus favorables qu'anticipé, soutenues par les prix élevés des matières premières, ont permis une augmentation significative des réserves internationales brutes à 3,3 milliards de dollars à la mi-octobre 2021 ». L'approbation des

conclusions de la revue par le Conseil d'administration du FMI en décembre 2021 permettrait de débloquer le deuxième décaissement de 260 M USD au titre du programme.

## Signature de trois accords de coopération entre la Chine et la RDC

Le 19 octobre, le gouvernement congolais et la Chine ont signé trois accords de coopération. Par le 1<sup>er</sup> accord, la Chine octroie 15 M USD pour la mise en place de projets dont les modalités seront définies ultérieurement par les deux parties. Le second concerne l'exemption d'obligation, à hauteur de 29 M USD du remboursement de six prêts. Enfin, la Chine a fait un don de 2 M USD pour accompagner la présidence de Felix Tshisekedi à l'Union Africaine. A fin 2020, selon la Banque Mondiale, l'encours de la dette de la RDC envers la Chine était de 675,7 M USD, ce total ne prenant pas en compte les encours qui ne sont pas explicitement garantis par l'Etat.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé  
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé, Services économiques de Libreville, de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner